

Tribune libre

Ouvrir la voie à la contre-offensive ouvrière.

(Prométhée - <http://promcomm.wordpress.com>)

17 janvier 2009

Le 29 janvier sera une journée de grève interprofessionnelle. Nul doute que les victimes de la crise capitaliste et de la politique de guerre sociale conduite par Sarkozy vont s'en saisir, et c'est tant mieux ! Ainsi s'exprimera une fois de plus le rejet massif de la politique sarkozyste et des choix patronaux. Pourtant un constat s'impose : quelque soit l'ampleur de cette journée, pas un travailleur, pas un jeune, ne peut croire qu'une mobilisation sans lendemain soit de nature à permettre ne serait-ce que d'infléchir la politique du gouvernement.

C'est un fait que la défense de nos acquis, des services publics, voire même des libertés passe par le fait d'infliger une défaite décisive à Sarkozy et au MEDEF. A l'évidence, encore, une de ces « journées d'action » dont les appareils syndicaux ont le secret n'y suffira pas (si tant est que ce soit l'objectif de Chèreque, de la direction de la CFTC, ou d'autres.).

La recherche d'un réel affrontement avec le gouvernement UMP et le MEDEF nécessite de :

- Faire émerger des revendications concrètes et mobilisatrices.
- Construire la mobilisation pour que le 29 janvier ne soit pas une nouvelle journée sans lendemain.

C'est à partir de là que doit se mener la discussion sur l'appréciation de la plate-forme intersyndicale du 5 janvier 2009.

Une plate-forme de lobbying, pas d'un front syndical de classe

Il faut lire de près la plate-forme adoptée par les organisations appelant au 29 janvier : CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, UNSA et même... Solidaires (!). Beaucoup de commentateurs ont noté le style de ce document. C'est une nouvelle concrétisation de ce que signifie le ralliement du gros du mouvement syndical à la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI).

Rappelons-le : CES et CSI ont été constituées pour étouffer le syndicalisme revendicatif, de classe, dont les revendications se construisent en toute indépendance de l'État comme des patrons. Le syndicalisme à la sauce CES-CSI, c'est un « syndicalisme » conçu comme un « corps intermédiaire » profondément intégré à la société capitaliste et dont l'objectif se borne à « influencer les pouvoirs publics ». Ainsi, il n'est pas neutre d'écrire : « *Les organisations syndicales ... ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'État.* ».

On ne saurait dire plus clairement que l'objectif est de « dialoguer » avec le gouvernement et le patronat - comme s'il pouvait en résulter quelque chose de bon pour le monde du travail !

D'ailleurs pour que les choses soient claires, l'appel demande de « *respecter le dialogue social* ». On sait que ce « dialogue » est la forme concrète que prend depuis plusieurs années la collaboration patronat-syndicats. En appeler à un tel « dialogue » est donc tout sauf neutre : par là-même, les organisations signataires « revendiquent » de Sarkozy et du MEDEF d'être (encore) plus étroitement associés à l'élaboration et la mise en de leur politique (comme la récente signature par la direction de la CFDT de l'accord sur l'assurance-chômage).

Le capitalisme comme seul horizon....

Il est vrai que les dirigeants des organisations signataires n'ont d'autre horizon que l'économie de marché et ses exigences : « **Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes** », écrivent-ils, reconnaissant ainsi qu'elles en règlent pas mal au moment où ce système montre justement toutes ses limites ! Mieux - ou pire - en écrivant cela les signataires s'engagent à respecter « les lois du marché ». Mais peut-on attendre autre chose d'individus qui s'expriment comme des politiciens réactionnaires ou social-libéraux ?

- « *Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de **relance économique***. ». La « relance » est aujourd'hui l'obsession de tous les politiciens et économistes de la bourgeoisie (Sarkozy en a fait son credo). C'est en son nom qu'on renfloue généreusement les banques et distribue sans compter aux capitalistes, inévitablement au détriment du monde du travail. Cette pseudo-revendication n'aboutit donc (mais n'est ce pas l'objectif ?) qu'à se situer sur le terrain patronal et sarkozyste. La seule revendication ouvrière pour éviter que le monde du travail ne paie la crise capitaliste, c'est la nationalisation des industries clé. Évidemment, demander à la CFTC, à la CFDT ou encore à la CGC et l'UNSA de faire leur une telle revendication est impensable. En un sens tout le problème de cet appel est là !
- On lit aussi dans la plateforme que les organisations syndicales considèrent qu'il est « *de la responsabilité de l'État et de l'Union européenne de décider de politiques d'interventions publiques coordonnées favorisant une relance économique*. » Ce qui est très exactement ce que dit Sarkozy (notamment face à Merkel). Passons rapidement sur ce que signifie le fait de demander à Trichet et à sa BCE de mettre en œuvre une politique sociale, pour constater l'essentiel : les organisations signataires endossent l'Europe de Maastricht, de la « concurrence libre et non faussée »...
- Dans la même veine, on peut lire : « *La « réglementation [de la sphère financière internationale] doit mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux. L'Union européenne doit être au premier plan pour l'exiger* ». Là encore, on constate que ces grandes déclarations sont en phase avec l'Élysée. Par contre pas question de défendre la vieille revendication de la levée des secrets bancaires et commerciaux...
- On notera aussi que cette plateforme reprend les délires des économistes du Capital et d'Obama lui-même sur l'« économie verte » : « *Les investissements publics et privés doivent notamment être orientés en faveur d'une économie du développement durable **mettant en œuvre les principes adoptés au Grenelle de l'environnement***. » L'essentiel est que sur ce terrain aussi, la convergence avec Sarkozy se réalise.
- Comment, aussi, ne pas sursauter lorsqu'on lit : « *Dans toutes les entreprises... c'est notamment en investissant dans la formation et le travail qualifiant et en réduisant la précarité que la **performance** sera assurée*. ». Là, on recourt carrément au discours patronal. Performance ? Laquelle ? Mesurée sur quels critères ? Au service de qui ?
- Même remarque concernant la clause suivante : « *La crise économique ... met à mal la **cohésion sociale***. ». Qu'est-ce que la « cohésion sociale » ? Sous ce terme on désigne la cohésion capital-travail, un des fondements du capitalisme auquel le mouvement ouvrier est historiquement opposé.

Syndicalisme d'accompagnement

« *Toute aide accordée à une entreprise doit être ciblée et faire l'objet de contreparties. Elle doit être conditionnée à des exigences sociales, en particulier en matière d'emploi. Elle doit faire l'objet d'une information et d'un avis préalable des élus représentant les salariés. Dans le cas spécifique du secteur bancaire, l'utilisation des aides publiques doit donner lieu à un **contrôle direct par l'État***. ». On sait que partout dans le monde, le renflouement du capital financier sur fonds publics a fait scandale. Cela n'empêche pas les organisations signataires d'en accepter le principe - au lieu d'exiger l'expropriation du Capital financier.

Le lecteur constatera aussi que les organisations signataires ne revendiquent pas l'arrêt de la RGPP, cadre de l'offensive contre les fonctionnaires et les services publics : « *face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en œuvre des réformes porteuses de progrès social* ». Bien au contraire, elles annoncent leur disponibilité pour participer au « dialogue social » préalable à la destruction du statut des fonctionnaires.

« Dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques, les négociations salariales doivent assurer **au moins un maintien du pouvoir d'achat** et une réduction des inégalités. » Quel esprit d'offensive ! Pourquoi n'évoquer que la négociation et ignorer la lutte directe ? En tout cas, chacun est prévenu : pas question de revendiquer le rattrapage du pouvoir d'achat. Mais surtout : la crise capitaliste met à l'ordre du jour la vieille revendication d'échelle mobile des salaires, d'indexation des salaires sur les prix. De cela, pas un mot... « Les entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme **le chômage partiel**, les jours de RTT ou de congés... **Toutes ces mesures doivent être négociées** dans l'objectif de préserver l'emploi et les salaires. Les aides publiques doivent aussi y être conditionnées. Les entreprises doivent améliorer l'indemnisation du chômage partiel et tous les salariés doivent pouvoir en bénéficier. ». On sait que le chômage partiel est utilisé par les patrons pour reporter sur les salariés le fardeau de la crise capitaliste. C'est pourquoi nous revendiquons l'interdiction des licenciements, le maintien du salaire. Évidemment, Chérèque, Le Duigou et leurs partenaires ne sauraient nous suivre dans une voie incompatible avec l'économie de profit. On est en plein dans le « syndicalisme d'accompagnement ». Il est vrai que les mêmes écrivent « Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux. » Autrement dit, les signataires endossent la politique sarkozyste de « réduction du coût du travail ». C'est notamment la raison principale du trou de la Sécurité sociale et ce qui la conduit inexorablement à sa destruction. Ils se bornent à la conditionner à la signature d'accord avec le patronat. Ce qui les conduira inévitablement à être « raisonnables » dans la logique de l'accord sur la représentativité syndicale signé par la CGT (et SUD dans la Fonction Publique).

Un texte de convergence avec Sarkozy et le patronat

En définitive, on ne trouve dans ce texte que fort peu de « revendications » qui pourraient se discuter. Nous en avons identifié exactement trois :

- « abroger les dispositifs légaux qui ont conduit à remettre en cause la réduction du temps de travail »
- « retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche »
- dans le public, « renoncer aux 30.000 suppressions de postes »

Par contre, on ne trouve trace de mots d'ordre comme le retrait de la contre-réforme de l'audiovisuel, celui du projet de réforme hospitalière, de l'offensive contre l'enseignement public (en particulier le refus de co-élaborer la nouvelle mouture de la réforme Darcos pour le secondaire), l'augmentation générale des salaires, la défense du droit à la retraite, pour ne parler que des sujets brûlants de l'heure. Et plus généralement, pas un mot sur Sarkozy et son gouvernement ! Pas un traître mot !

On comprendra donc aisément qu'un militant de lutte de classe ne saurait endosser une telle plate-forme ni de près ni de loin. Elle ne vise qu'à mettre le mouvement ouvrier à la remorque de Sarkozy.

Un enthousiasme étonnant

Pour toutes les raisons citées plus haut, il est donc impossible de suivre D. Mezzi (*Rouge* du 8 janvier), lorsqu'il écrit « il faut cependant remonter loin en arrière pour retrouver un texte syndical unitaire avec un minimum de contenu ». Le seul défaut qu'y voit Mezzi est le « flou » de ce texte, qu'il autorise « des pratiques contradictoires dans les faits ». Il en tire comme conclusion qu'il faudrait « préciser les revendications » en construisant des « espaces de débat ». Autrement dit, l'objectif serait de se mettre en position d'amender, de compléter la prose - qui n'a rien de « flou » - des directions syndicales.

Malheureusement pour les lecteurs de *Rouge*, Mezzi ne s'arrête pas là : « La plateforme adoptée le 5 janvier par les huit organisations syndicales nationales (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) peut ouvrir une nouvelle phase pour dynamiser la journée du 29 janvier. Il s'agit bien de pousser vers une vraie grève générale interprofessionnelle, ouvrant des suites pour que les exigences des populations se fassent enfin entendre face à la crise. ». Pas moins.

Décidément, si on suit Mezzi, il faudra bien en conclure qu'on a beaucoup exagéré quant à la nocivité des bureaucraties syndicales. Remarquons quand même que l'enthousiasme du camarade est raisonné : « Mais ce n'est pas gagné d'avance. Cela nécessite une appropriation collective, dépassant les formules très générales, en vue de préciser les revendications, dans les entreprises, les branches, les secteurs mobilisés,

qui ne se contenteront pas du plus petit dénominateur commun. » Bref, tout dépend de la classe ouvrière : va-t-elle saisir l'opportunité que lui offrent Chèreque, Le Duigou ou Mailly ?

En dernière analyse, notre désaccord avec Mezzi est là. Nous considérons que Le Duigou, Aschieri, et les autres collaborent le gouvernement, et que cela se matérialise encore dans la façon dont ils « cadrent » le 29. Mezzi, quant à lui, considère simplement qu'ils sont maladroits et leur prodigue généreusement ses conseils avisés. Il y a là, à l'évidence un désaccord de fond [1].

Saisir l'opportunité politique

Répétons-le : il y a peu de doute que le 29, la classe ouvrière, dans ses profondeurs, utilise l'appel à la journée d'action pour exprimer son rejet de la politique du MEDEF et de Sarkozy. L'objectif des directions syndicales étant en l'occurrence d'ouvrir une fois de plus les soupapes de la mobilisation salariale au rythme, devenu routinier ces dernières années, d'un « temps fort » tous les trois mois. Sans doute cela aboutira-t-il au soir du 29, à une proposition gouvernementale de renforcer encore la collaboration entre syndicats et gouvernement.

En d'autres termes, le 29 ne sera une étape de la contre-offensive ouvrière que si le monde du travail fait bouger les lignes, qu'il impose aux directions syndicales qu'elles rompent avec ce gouvernement, ce qu'elles ne feront évidemment que contraintes et forcées. Dans certaines villes, des militants syndicaux se disposent pour organiser des réunions syndicales sur cet axe : pour que le mouvement ouvrier s'engage dans la préparation de l'affrontement avec le gouvernement sur la base d'authentiques revendications : ce qui implique le refus de la politique du « dialogue social », du « diagnostic partagé », de l'intégration au capitalisme.

Il nous semble que c'est la seule voie possible pour les militants de lutte de classes. Mais cela nécessite de ne pas prendre les vessies bureaucratiques pour les lanternes de la lutte de classes.

Prométhée

Le 17 janvier 2009

1.- Notons toutefois qu'un article de rectification a été publié dans *Rouge* du 15 janvier. Yvan Lemaitre y écrit : « *Il s'agit de faire de cette journée [le 29 janvier] un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs, précaires, chômeurs, jeunes, une grève générale qui prenne une dimension politique, celle de la contestation du gouvernement Sarkozy.* » Constatant que la plate-forme du 5 janvier affichent des « *mesures urgentes* » qui sont « *bien en deçà des besoins* », le camarade y oppose : « *Les travailleurs ont toute légitimité à revendiquer 300 euros pour tous et qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 1 500 euros. Il n'y a aucune raison d'accepter les licenciements, qui n'ont d'autre but que de permettre aux patrons de sauvegarder leurs profits ou à l'État de faire des économies. Il faut interdire les licenciements, garantir à tous un emploi en partageant le travail existant et en embauchant dans les services publics. Imposer une augmentation générale des salaires et des retraites, la garantie d'un revenu et d'un travail pour toutes et tous. Voilà des exigences qui unifient toute la classe ouvrière, avec ou sans travail.* ». Félicitons-nous de cette mise au point - il n'en reste pas moins que quelques leçons devront être tirées de cet épisode.

Le 29 janvier sera une journée de grève interprofessionnelle. Nul doute que les victimes de la crise capitaliste et de la politique de guerre sociale conduite par Sarkozy vont s'en saisir, et c'est tant mieux ! Ainsi s'exprimera une fois de plus le rejet massif de la politique sarkozyste et des choix patronaux. Pourtant un constat s'impose : quelque soit l'ampleur de cette journée, pas un travailleur, pas un jeune, ne peut croire qu'une mobilisation sans lendemain soit de nature à permettre ne serait-ce que d'infléchir la politique du gouvernement.

C'est un fait que la défense de nos acquis, des services publics, voire même des libertés passe par le fait d'infliger une défaite décisive à Sarkozy et au MEDEF. A l'évidence, encore, une de ces « journées d'action » dont les appareils syndicaux ont le secret n'y suffira pas (si tant est que ce soit l'objectif de Chèreque, de la direction de la CFTC, ou d'autres.).

La recherche d'un réel affrontement avec le gouvernement UMP et le MEDEF nécessite de :

- Faire émerger des revendications concrètes et mobilisatrices.
- Construire la mobilisation pour que le 29 janvier ne soit pas une nouvelle journée sans lendemain.

C'est à partir de là que doit se mener la discussion sur l'appréciation de la plate-forme intersyndicale du 5 janvier 2009.

Une plate-forme de lobbying, pas d'un front syndical de classe

Il faut lire de près la plate-forme adoptée par les organisations appelant au 29 janvier : CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, UNSA et même... Solidaires (!). Beaucoup de commentateurs ont noté le style de ce document. C'est une nouvelle concrétisation de ce que signifie le ralliement du gros du mouvement syndical à la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Rappelons-le : CES et CSI ont été constituées pour étouffer le syndicalisme revendicatif, de classe, dont les revendications se construisent en toute indépendance de l'État comme des patrons. Le syndicalisme à la sauce CES-CSI, c'est un « syndicalisme » conçu comme un « corps intermédiaire » profondément intégré à la société capitaliste et dont l'objectif se borne à « influencer les pouvoirs publics ». Ainsi, il n'est pas neutre d'écrire : « *Les organisations syndicales ... ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'État.* ».

On ne saurait dire plus clairement que l'objectif est de « dialoguer » avec le gouvernement et le patronat - comme s'il pouvait en résulter quelque chose de bon pour le monde du travail !

D'ailleurs pour que les choses soient claires, l'appel demande de « *respecter le dialogue social* ». On sait que ce « dialogue » est la forme concrète que prend depuis plusieurs années la collaboration patronat-syndicats. En appeler à un tel « dialogue » est donc tout sauf neutre : par là-même, les organisations signataires « revendiquent » de Sarkozy et du MEDEF d'être (encore) plus étroitement associés à l'élaboration et la mise en de leur politique (comme la récente signature par la direction de la CFDT de l'accord sur l'assurance-chômage).

Le capitalisme comme seul horizon....

Il est vrai que les dirigeants des organisations signataires n'ont d'autre horizon que l'économie de marché et ses exigences : « *Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes* », écrivent-ils, reconnaissant ainsi qu'elles en règlent pas mal au moment où ce système montre justement toutes ses limites ! Mieux - ou pire - en écrivant cela les signataires s'engagent à respecter « les lois du marché ». Mais peut-on attendre autre chose d'individus qui s'expriment comme des politiciens réactionnaires ou social-libéraux ?

- « *Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique.* ». La « relance » est aujourd'hui l'obsession de tous les politiciens et économistes de la bourgeoisie (Sarkozy en a fait son credo). C'est en son nom qu'on renfloue généreusement les banques et distribue sans compter aux capitalistes, inévitablement au détriment du monde du travail. Cette pseudo-revendication n'aboutit donc (mais n'est ce pas l'objectif ?) qu'à se situer sur le terrain patronal et sarkozyste. La seule revendication ouvrière pour éviter que le monde du travail ne paie la crise capitaliste, c'est la nationalisation des industries clé. Évidemment, demander à la CFTC, à la CFDT ou encore à la CGC et l'UNSA de faire leur une telle revendication est impensable. En un sens tout le problème de cet appel est là !
- On lit aussi dans la plateforme que les organisations syndicales considèrent qu'il est « *de la responsabilité de l'État et de l'Union européenne de décider de politiques d'interventions publiques coordonnées favorisant une relance économique.* » Ce qui est très exactement ce que dit Sarkozy (notamment face à Merkel). Passons rapidement sur ce que signifie le fait de demander à Trichet et à sa BCE de mettre en œuvre une politique sociale, pour constater l'essentiel : les organisations signataires endossent l'Europe de Maastricht, de la « concurrence libre et non faussée »...
- Dans la même veine, on peut lire : « *La « réglementation [de la sphère financière internationale] doit mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux. L'Union européenne doit être au premier plan pour l'exiger* ». Là encore, on constate que ces grandes déclarations sont en phase avec l'Élysée. Par contre pas question de défendre la vieille revendication de la levée des secrets bancaires et commerciaux...

- On notera aussi que cette plateforme reprend les délires des économistes du Capital et d'Obama lui-même sur l'« économie verte » : « *Les investissements publics et privés doivent notamment être orientés en faveur d'une économie du développement durable **mettant en œuvre les principes adoptés au Grenelle de l'environnement.*** » L'essentiel est que sur ce terrain aussi, la convergence avec Sarkozy se réalise.
- Comment, aussi, ne pas sursauter lorsqu'on lit : « *Dans toutes les entreprises... c'est notamment en investissant dans la formation et le travail qualifiant et en réduisant la précarité que la **performance** sera assurée.* ». Là, on recourt carrément au discours patronal. Performance ? Laquelle ? Mesurée sur quels critères ? Au service de qui ?
- Même remarque concernant la clause suivante : « *La crise économique ... met à mal la **cohésion sociale.*** ». Qu'est-ce que la « cohésion sociale » ? Sous ce terme on désigne la cohésion capital-travail, un des fondements du capitalisme auquel le mouvement ouvrier est historiquement opposé.

Syndicalisme d'accompagnement

« *Toute aide accordée à une entreprise doit être ciblée et faire l'objet de contreparties. Elle doit être conditionnée à des exigences sociales, en particulier en matière d'emploi. Elle doit faire l'objet d'une information et d'un avis préalable des élus représentant les salariés. Dans le cas spécifique du secteur bancaire, **l'utilisation des aides publiques doit donner lieu à un contrôle direct par l'État.*** ». On sait que partout dans le monde, le renflouement du capital financier sur fonds publics a fait scandale. Cela n'empêche pas les organisations signataires d'en accepter le principe - au lieu d'exiger l'expropriation du Capital financier.

Le lecteur constatera aussi que les organisations signataires ne revendiquent pas l'arrêt de la RGPP, cadre de l'offensive contre les fonctionnaires et les services publics : « *face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en œuvre des réformes porteuses de progrès social* ». Bien au contraire, elles annoncent leur disponibilité pour participer au « dialogue social » préalable à la destruction du statut des fonctionnaires.

« *Dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques, les négociations salariales doivent assurer **au moins un maintien du pouvoir d'achat** et une réduction des inégalités.* » Quel esprit d'offensive ! Pourquoi n'évoquer que la négociation et ignorer la lutte directe ? En tout cas, chacun est prévenu : pas question de revendiquer le rattrapage du pouvoir d'achat. Mais surtout : la crise capitaliste met à l'ordre du jour la vieille revendication d'échelle mobile des salaires, d'indexation des salaires sur les prix. De cela, pas un mot.... « *Les entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme **le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés...** Toutes ces mesures doivent être négociées dans l'objectif de préserver l'emploi et les salaires. Les aides publiques doivent aussi y être conditionnées. Les entreprises doivent améliorer l'indemnisation du chômage partiel et tous les salariés doivent pouvoir en bénéficier.* ». On sait que le chômage partiel est utilisé par les patrons pour reporter sur les salariés le fardeau de la crise capitaliste. C'est pourquoi nous revendiquons l'interdiction des licenciements, le maintien du salaire. Évidemment, Chérèque, Le Duigou et leurs partenaires ne sauraient nous suivre dans une voie incompatible avec l'économie de profit. On est en plein dans le « syndicalisme d'accompagnement ». Il est vrai que les mêmes écrivent « *Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux.* » Autrement dit, les signataires endossent la politique sarkozyste de « réduction du coût du travail ». C'est notamment la raison principale du trou de la Sécurité sociale et ce qui la conduit inexorablement à sa destruction. Ils se bornent à la conditionner à la signature d'accord avec le patronat. Ce qui les conduira inévitablement à être « raisonnables » dans la logique de l'accord sur la représentativité syndicale signé par la CGT (et SUD dans la Fonction Publique).

Un texte de convergence avec Sarkozy et le patronat

En définitive, on ne trouve dans ce texte que fort peu de « revendications » qui pourraient se discuter. Nous en avons identifié exactement trois :

- « *abroger les dispositifs légaux qui ont conduit à remettre en cause la réduction du temps de travail* »
- « *retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche* »
- dans le public, « *renoncer aux 30.000 suppressions de postes* »

Par contre, on ne trouve trace de mots d'ordre comme le retrait de la contre-réforme de l'audiovisuel, celui du projet de réforme hospitalière, de l'offensive contre l'enseignement public (en particulier le refus de co-élaborer la nouvelle mouture de la réforme Darcos pour le secondaire), l'augmentation générale des salaires, la défense du droit à la retraite, pur ne parler que des sujets brûlants de l'heure. Et plus généralement, pas un mot sur Sarkozy et son gouvernement ! Pas un traître mot ! On comprendra donc aisément qu'un militant de lutte de classe ne saurait endosser une telle plate-forme ni de près ni de loin. Elle ne vise qu'à mettre le mouvement ouvrier à la remorque de Sarkozy.

Un enthousiasme étonnant

Pour toutes les raisons citées plus haut, il est donc impossible de suivre D. Mezzi (*Rouge* du 8 janvier), lorsqu'il écrit « *il faut cependant remonter loin en arrière pour retrouver un texte syndical unitaire avec un minimum de contenu* ». Le seul défaut qu'y voit Mezzi est le « flou » de ce texte, qu'il autorise « *des pratiques contradictoires dans les faits* ». Il en tire comme conclusion qu'il faudrait « *préciser les revendications* » en construisant des « *espaces de débat* ». Autrement dit, l'objectif serait de se mettre en position d'amender, de compléter la prose - qui n'a rien de « flou » - des directions syndicales.

Malheureusement pour les lecteurs de *Rouge*, Mezzi ne s'arrête pas là : « *La plateforme adoptée le 5 janvier par les huit organisations syndicales nationales (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) peut ouvrir une nouvelle phase pour dynamiser la journée du 29 janvier. Il s'agit bien de pousser vers une vraie grève générale interprofessionnelle, ouvrant des suites pour que les exigences des populations se fassent enfin entendre face à la crise.* ». Pas moins.

Décidément, si on suit Mezzi, il faudra bien en conclure qu'on a beaucoup exagéré quant à la nocivité des bureaucraties syndicales. Remarquons quand même que l'enthousiasme du camarade est raisonné : « *Mais ce n'est pas gagné d'avance. Cela nécessite une appropriation collective, dépassant les formules très générales, en vue de préciser les revendications, dans les entreprises, les branches, les secteurs mobilisés, qui ne se contenteront pas du plus petit dénominateur commun.* » Bref, tout dépend de la classe ouvrière : va-t-elle saisir l'opportunité que lui offrent Chérèque, Le Duigou ou Mailly ?

En dernière analyse, notre désaccord avec Mezzi est là. Nous considérons que Le Duigou, Aschieri, et les autres collaborent le gouvernement, et que cela se matérialise encore dans la façon dont ils « cadrent » le 29. Mezzi, quant à lui, considère simplement qu'ils sont maladroits et leur prodigue généreusement ses conseils avisés. Il y a là, à l'évidence un désaccord de fond [1].

Saisir l'opportunité politique

Répétons-le : il y a peu de doute que le 29, la classe ouvrière, dans ses profondeurs, utilise l'appel à la journée d'action pour exprimer son rejet de la politique du MEDEF et de Sarkozy. L'objectif des directions syndicales étant en l'occurrence d'ouvrir une fois de plus les soupapes de la mobilisation salariale au rythme, devenu routinier ces dernières années, d'un « temps fort » tous les trois mois. Sans doute cela aboutira-t-il au soir du 29, à une proposition gouvernementale de renforcer encore la collaboration entre syndicats et gouvernement.

En d'autres termes, le 29 ne sera une étape de la contre-offensive ouvrière que si le monde du travail fait bouger les lignes, qu'il impose aux directions syndicales qu'elles rompent avec ce gouvernement, ce qu'elles ne feront évidemment que contraintes et forcées. Dans certaines villes, des militants syndicaux se disposent pour organiser des réunions syndicales sur cet axe : pour que le mouvement ouvrier s'engage dans la préparation de l'affrontement avec le gouvernement sur la base d'authentiques revendications : ce qui implique le refus de la politique du « dialogue social », du « diagnostic partagé », de l'intégration au capitalisme.

Il nous semble que c'est la seule voie possible pour les militants de lutte de classes. Mais cela nécessite de ne pas prendre les vessies bureaucratiques pour les lanternes de la lutte de classes.

Prométhée

Le 17 janvier 2009

1.- Notons toutefois qu'un article de rectification a été publié dans *Rouge* du 15 janvier. Yvan Lemaitre y écrit : « Il s'agit de faire de cette journée [le 29 janvier] un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs, précaires, chômeurs, jeunes, une grève générale qui prenne une dimension politique, celle de la contestation du gouvernement Sarkozy. » Constatant que la plate-forme du 5 janvier affichent des « mesures urgentes » qui sont « bien en deçà des besoins », le camarade y oppose : « Les travailleurs ont toute légitimité à revendiquer 300 euros pour tous et qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 1 500 euros. Il n'y a aucune raison d'accepter les licenciements, qui n'ont d'autre but que de permettre aux patrons de sauvegarder leurs profits ou à l'État de faire des économies. Il faut interdire les licenciements, garantir à tous un emploi en partageant le travail existant et en embauchant dans les services publics. Imposer une augmentation générale des salaires et des retraites, la garantie d'un revenu et d'un travail pour toutes et tous. Voilà des exigences qui unifient toute la classe ouvrière, avec ou sans travail. ». Félicitons-nous de cette mise au point - il n'en reste pas moins que quelques leçons devront être tirées de cet épisode.